SODICC

RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 1986

Québec

SODICC

RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 1986

Table des matières

Lettre au ministre	3
Message du président	4
Rapport des opérations	7
Rapport financier	9
Statistiques	19

Société de développement des industries de la culture et des communications

LETTRE AU MINISTRE

Le 10 juin 1986

Madame Lise Bacon
Ministre des Affaires culturelles
et Vice-premiere ministre
Ministere des Affaires culturelles
225, Grande Allee Est
QUEBEC (Quebec)

Madame,

J'ai le plaisir de vous soumettre le rapport d'activites de la SODICC pour l'exercice financier termine le 31 mars 1986. Ce rapport annuel est produit selon les dispositions de la loi de notre Societe.

La Societe de developpement des industries de la culture et des communications, vous le constaterez a la lecture de ce rapport, reaffirme sa mission d'initiatrice industrielle et poursuit ses objectifs de developpement culturel.

Veuillez agreer, madame la Ministre, l'assurance de ma tres haute consideration.

Le president-directeur general

Pierre-A. Deschênes

MOT DU PRÉSIDENT

Il y a lieu d'être encouragé: 1985 a été une bonne année pour la SODICC. Une mission de développement qui continue de s'affirmer, une santé financière qui s'améliore, des projets majeurs qui se réalisent: voilà autant d'indices qui confirment que la SODICC est sur la bonne voie et progresse dans le sens du mandat qui lui a été confié.

Une performance encourageante

Pour évaluer la performance de la Société, nous devons mesurer à la fois le degré d'atteinte de nos objectifs comme «développeur» et, en même temps, notre santé financière. Dans les deux cas – les pages qui suivent le démontrent bien – le bilan est largement positif.

Afin de maximiser son impact, la SODICC, en début d'année, avait pris des engagements et choisi des priorités d'actions. Douze mois plus tard nous pouvons constater que les objectifs fixés ont été, dans l'ensemble, atteints. Ainsi, les secteurs prioritaires ont été largement privilégiés. Par exemple, plus de 47% des autorisations, en 1985, appartiennent à des cibles de développement jugées comme prioritaires. Nous avons donc mieux concentré notre action dans des entreprises dynamiques diminuant, du même coup, les cas de sauvetage d'entreprises en difficulté qui ne représentent plus que 7,88% de notre portefeuille (par rapport à 17,28% l'an dernier).

Bien sûr, un travail énorme reste à faire et il ne s'agit pas de céder à un excès d'enthousiasme. Les industries de la culture et des communications sont encore fragiles et leur croissance est loin d'être acquise définitivement. Tout au plus, peut-on dire que la SODICC est maintenant mieux en mesure de les aider et que des signes de dynamisme émergent du milieu.

D'autre part, la santé financière de la SODICC s'améliore à un rythme soutenu. Le bénéfice net de 138 735 $ enregistré cette année et l'analyse de notre portefeuille nous permettent d'être très optimistes pour les années qui viennent. Tout indique que nous relèverons ce défi que nous nous donnions il y a deux ans: faire disparaître complètement, sur un horizon de cinq ans, l'écart de 2 037 182 $ entre la valeur nominale du capital-actions émis et l'avoir de l'actionnaire. Cet écart de 15% en 1984 n'est plus que de 7% en 1986. Nous sommes évidemment satisfaits de ces résultats mais nous demeurons convaincus que des efforts constants restent nécessaires. Ce n'est que par une connaissance industrielle plus fouillée, par une administration vigilante de nos activités et aussi par une analyse financière rigoureuse que nous parviendrons à améliorer notre performance.

Des réalisations majeures

L'année 1985 a vu le volume de nos autorisations atteindre presque les 15 millions $. Cette progression révèle le travail de développement qui s'est poursuivi avec plus de vigueur dans presque tous les secteurs de notre compétence. Parmi les quelque 60 interventions, je voudrais mettre en lumière trois dossiers majeurs qui illustrent bien notre rôle d'initiateur industriel.

D'abord *Disque Americ*. L'implantation d'une usine de fabrication de disques audionumériques en sol québécois constitue, en effet, un pas important en vue d'assurer à nos entreprises culturelles l'accès à cette technologie de pointe qui leur permettra de se mesurer à la concurrence étrangère. Deuxième réalisation importante: la consolidation financière de l'entreprise de télévision payante *Premier Choix: TVEC*. Le nombre croissant de ses abonnés et le redressement de ses finances accroîtront, à moyen terme, sa participation dans la mise en valeur de la production audiovisuelle québécoise. Enfin, autre dossier important, celui-là dans le domaine du patrimoine immobilier, *Les Habitations Thibaudeau-Amyot*, projet de rénovation, en collaboration avec un partenaire privé, pour fins résidentielles d'entrepôts désaffectés à Place Royale à Québec.

Ce ne sont là que quelques exemples de la mission de développement que la SODICC veut accentuer. En cherchant à prendre l'initiative de projets, la Société ne reste pas en attente des demandes et cherche les occasions «d'affaires» qui auront un effet bénéfique sur l'ensemble des industries de la culture et des communications.

Une expertise solide

La SODICC doit se doter d'une expertise industrielle et financière qui constitue la meilleure garantie de sa mission. La qualité et la compétence de l'équipe que je dirige constituent le meilleur capital de la Société. Je voudrais également souligner le soutien constant et apprécié de nos administrateurs. Permettez-moi de souligner l'arrivée de mesdames Marie Gagnon, Micheline L'Esperance-Labelle et de monsieur Jean-Paul L'Allier et de remercier mesdames Rita Bédard, Colette Chabot et monsieur André Juneau qui nous ont quittés en cours d'année.

Mes remerciements vont également à la Ministre des Affaires culturelles et Vice-première ministre, madame Lise Bacon, et au Ministre des Communications, monsieur Richard French, qui nous appuient avec enthousiasme dans notre mission.

Le constat, vous le voyez, est à la fois simple et réjouissant: nous livrons de mieux en mieux la marchandise qu'on attend de nous. Le pari d'être un développeur actif et de, simultanément, maintenir un sain équilibre financier est tenu depuis deux ans. Nous prévoyons pouvoir reconstituer intégralement l'avoir de l'actionnaire plus rapidement que prévu. Mais nous voulons vous assurer que cet optimisme n'est pas motif de relâchement mais qu'au contraire il est pour tous nos collaborateurs porteur d'un dynamisme accru dans le développement équilibré des industries québécoises de la culture et des communications.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nicole M. Boisvert
Présidente-directrice générale
Société générale du cinéma du Québec

Guy Bouthillier
Vice-président aux opérations et à l'administration
SODICC

Jean Chouinard
Directeur, Service de l'audiovisuel
Université de Sherbrooke

Pierre-A. Deschênes
Président-directeur général
SODICC

Marie Gagnon
Avocate
Gascon, Gibson, Larose

Jean-Paul L'Allier
Président
Jean-Paul L'Allier & associés

Micheline L'Espérance-Labelle
Présidente-directrice générale
Didacticiel international et Laboratique MLL Inc.

J. Gilles Nolet
Vice-président
La compagnie Matco Mart Inc.

Robert Vinet
Associé
La cie de gestion RVA Ltée

DIRECTION

Guy Bouthillier
Vice-président aux opérations et à l'administration

Michel D'Astous
Directeur de la planification et des communications

Pierre-A. Deschênes
Président-directeur général

Michel Fortier
Secrétaire et directeur du personnel

RAPPORT DES OPERATIONS

Une annee de croissance. L'exercice 1985-86 est, en effet, caracterise par une augmentation significative des interventions de la SODICC. En effet, le volume total des autorisations atteint cette annee 14 942 892 $. Mais au-dela des chiffres, c'est surtout un bilan qualitatif qui nous permettra de mesurer si les objectifs que nous nous etions fixes dans notre plan de developpement ont ete realises. Un tour d'horizon de nos differents secteurs nous permettra de mieux juger l'annee qui vient de s'ecouler.

Industries culturelles

Les arts d'interpretation occupent encore l'avant-scene du domaine des industries culturelles, ou ils accaparent le tiers des montants autorises et plus de 60% des interventions de l'industrie. Ce vaste secteur comprend le theatre, la danse, la musique et les varietes. Il a toujours ete, depuis la creation de la SODICC, le noyau de nos interventions dans le domaine culturel, en grande partie a cause des evenements majeurs qui representent des investissements importants mais repetitifs et de courts termes. En 1985-86, ils representent des autorisations de pres de 2 millions $, soit 65% des investissements en art d'interpretation.

Dans l'industrie du disque, c'est evidemment la creation de *Disque Americ* qui a fait la manchette. Il s'agit, pour l'essentiel, de l'implantation d'une usine de disques audionumeriques a Drummondville. Le projet, de 28 millions $ et qui creera quelque 126 emplois directs, est le fruit d'une association de la SODICC, de la firme quebecoise d'ingenierie SNC et d'un partenaire français possedant l'expertise technique de fabrication: Moulage Plastique de l'Ouest (MPO).

En ce qui concerne le secteur audiovisuel, la progression des interventions s'est poursuivie en 1985-86, les autorisations totalisant cette annee 2 631 682 $. Trois types d'entreprises reçoivent du financement de la Societe: des maisons de production video (emissions de television), des entreprises de services techniques (post-production, tournage, location d'equipements) et des distributeurs de produits audiovisuels quebecois a l'etranger.

Signalons que, dans le domaine du livre, les demandes nous sont parvenues principalement de maisons d'edition specialisees: manuels scolaires, livres pour enfants, fascicules de vulgarisation historique, etc.

Industries des communications

Dans le champ des communications, ce qui retient surtout l'attention, ce sont les developpements dans le domaine de l'informatique. Nos interventions ont presque double, passant de 6 a 11, alors que le volume d'autorisations augmentait de 158%. Des entreprises parmi les plus dynamiques du Quebec dans le domaine du logiciel, telles que *Logidisque, Micro-Tempus, Cogebec*, se sont adressees a la SODICC pour soutenir leur croissance. L'accent a surtout ete mis sur les phases de commercialisation et de mise en marche de produits «grand public», professionnels et industriels.

A signaler egalement la consolidation de *Premier Choix: TVEC* qui, cette annee, a connu un redressement remarquable. Alors que l'entreprise, en 1984-85, demontrait une perte de 13,8 millions $, l'annee

1985-86 laisse un bénéfice de 428 712 $. La croissance du nombre d'abonnés fut de 42%, permettant d'atteindre le niveau de 110 531 abonnés au 31 janvier 1986. Au 31 mars suivant, il s'élevait à 122 604. Ces résultats viennent confirmer la confiance que nous avions mise dans la relance de la télévision payante d'expression française.

Patrimoine immobilier

En matière de patrimoine immobilier, l'année 1985-86 a été l'occasion pour la SODICC de traiter trois dossiers d'importance: le secteur du Petit-Champlain, la rénovation des entrepôts Thibaudeau et Chinic-Amyot ainsi que le champ du patrimoine immobilier privé.

C'est à l'été de 1985 que les derniers travaux de restauration du secteur Petit-Champlain ont été réalisés et complétés. Les objectifs que s'était fixés la SODICC dans ce dossier ayant été atteints, la Société a pris la décision de se départir en faveur de ses associés des parts qu'elle détenait dans l'entreprise *Les Placements R.D.P. Inc.*.

Les négociations menées l'an dernier avec le ministère des Affaires culturelles ont conduit la SODICC à l'acquisition des entrepôts Thibaudeau et Chinic-Amyot à la place Royale de Québec. La restauration de ces immeubles a été confiée à la société en commandite, *Les Habitations Thibaudeau-Amyot*, au sein de laquelle la SODICC s'est associée à l'entreprise privée Construction Kéops Inc.. Ce chantier, qui dotera le secteur de Place Royale de 86 unités d'habitation, sera entièrement complété à l'automne 1986.

À la fin de l'année 1985, le Conseil d'administration de la SODICC a approuvé l'élargissement du champ d'intervention de la Société au domaine du patrimoine immobilier privé. La Société entend bien jouer dans ce secteur le même rôle d'initiateur que celui dont elle a su faire preuve ailleurs. Signalons aussi que la SODICC a continué ses discussions avec le ministère des Affaires culturelles quant au rôle qu'elle pourrait jouer dans la gestion ou la restauration de quelque 25 autres propriétés de l'État à la place Royale.

Bilan positif

Un bilan ne saurait être complet sans mentionner l'implication de plus en plus étroite de la SODICC dans le milieu. En collaborant aux différentes initiatives de développement provenant des associations professionnelles, des entreprises, des institutions, des organismes de formation, etc., la Société entend partager son expertise et être à l'écoute du milieu de la culture et des communications.

Actions 85, notre plan de développement annuel, avait pris des engagements précis au début de l'année. Le présent rapport annuel brosse un tableau de l'atteinte de ces objectifs. Bien sûr, quelques-uns des projets annoncés ont rencontré des difficultés: l'exportation de spectacles, la comédie musicale, par exemple. Il serait faux de prétendre que toutes les priorités ont été réalisées avec le même succès. Il reste encore du pain sur la planche. Mais l'impulsion est dans le bon sens.

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement des industries de la culture et des communications au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Robert Noël

Robert Noël, C.A.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 12 mai 1986

BILAN

Au 31 mars 1986	**1936**	1985 (note 13)
	$	$
ACTIF		
Prêts (note 3)	**16 203 747**	12 218 999
Participations au capital-actions d'entreprises (note 4)	**2 018 526**	801 006
Participation dans une société en commandite (note 5)	**340 501**	—
Filiale — à la valeur de consolidation (note 6)	**—**	1 041 344
Encaisse et dépôts à terme	**1 352 445**	2 461 477
Débiteurs	**115 544**	43 418
Immobilisations (note 7)	**77 118**	89 068
Autre élément d'actif	**70 419**	88 024
	20 178 300	16 743 336
PASSIF		
Emprunt bancaire	**3 000 000**	3 000 000
Fournisseurs et frais courus	**15 342**	34 113
	3 015 342	3 034 113
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 9)		
Autorisé: 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Emis et payé: 185 000 actions (155 000 en 1985)	**18 500 000**	15 500 000
Surplus d'apport (note 10)	**922 689**	607 689
Déficit	**(2 259 731)**	(2 398 466)
	17 162 958	13 709 223
	20 178 300	16 743 336

ENGAGEMENTS ET GARANTIES (note 12)

Pierre-A. Deschênes Robert Vinet

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSULTATS ET DÉFICIT

De l'exercice terminé le 31 mars 1986	1986	1985
	$	$
REVENUS		
Intérêts sur dépôts à terme et sur prêts	**1 687 064**	1 550 947
DÉPENSES		
Frais d'administration (note 11)	**1 135 057**	1 110 335
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur prêts et sur participations au capital-actions d'entreprises (note 8)	**120 546**	(33 196)
Intérêts sur emprunt bancaire	**308 382**	283 115
	1 563 985	1 360 254
BÉNÉFICE D'OPÉRATION	**123 079**	190 693
Quote-part du bénéfice net dans Les Placements R.D.P. Inc.	—	55 712
Profit sur aliénation du placement dans Les Placements R.D.P. Inc.	**15 656**	—
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	**138 735**	246 405
DÉFICIT AU DÉBUT	**2 398 466**	2 644 871
DÉFICIT À LA FIN	**2 259 731**	2 398 466

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

De l'exercice terminé le 31 mars 1986	1986	1985 (note 13)
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice d'opération	**123 079**	190 693
Éléments ne modifiant pas les liquidités:		
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur prêts et sur participations au capital-actions d'entreprises	**120 546**	(33 196)
Amortissement des immobilisations	**22 714**	21 762
Amortissement des frais de mise en oeuvre	**17 605**	17 604
Variation des actifs et passifs liés à l'exploitation	**(90 897)**	(25 761)
Fonds générés par les activités d'exploitation	**193 047**	171 102
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions	**3 000 000**	2 000 000
Emprunt bancaire	**—**	3 000 000
Fonds générés par les activités de financement	**3 000 000**	5 000 000
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Investissements effectués:		
Prêts	**10 770 554**	8 573 607
Participations au capital-actions d'entreprises	**1 251 020**	641 001
Participation dans une société en commandite	**25 501**	—
Immobilisations	**10 764**	18 993
	12 057 839	9 233 601
Remboursement de prêts	**6 698 760**	5 500 587
Aliénation de placement dans une filiale	**1 057 000**	—
Fonds absorbés par les activités d'investissement	**(4 302 079)**	(3 733 014)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	**(1 109 032)**	1 438 088
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	**2 461 477**	1 023 389
LIQUIDITÉS À LA FIN	**1 352 445**	2 461 477

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1986

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société de développement des industries de la culture et des communications – SODICC – est une compagnie à fonds social constituée par une loi spéciale. La Société a pour objets de favoriser la création et le développement des entreprises culturelles québécoises, de contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité de leurs produits ainsi que d'en assurer la diffusion, et de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines des services de communication et du patrimoine immobilier.

Dans le but d'atteindre ses objectifs, la Société agit comme prêteur garanti et comme investisseur de risque et ce, indépendamment de la forme sous lesquelles se présentent ses interventions (prêt, prêt participant, garantie de prêt, capital-actions).

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements

Participations au capital-actions d'entreprises

L'aide financière accordée par la Société sous forme d'acquisition d'actions est présentée au bilan à la rubrique «Participations au capital-actions d'entreprises». Dans la mesure où la Société estime ne pouvoir recouvrer l'aide ainsi accordée à une entreprise, la perte anticipée est, tout comme dans le cas de l'aide accordée sous forme de prêts, inscrite à la provision pour pertes et imputée aux dépenses.

Provision pour pertes sur prêts et sur participations au capital-actions d'entreprises

La provision pour pertes sur prêts est établie en évaluant pour chaque prêt présentant des difficultés majeures de perception la perte anticipée et, pour les autres, en appliquant un taux estimatif selon la durée du retard de paiement afin de couvrir les pertes éventuelles.

Pour les participations au capital-actions d'entreprises, la provision est établie par évaluation de chacune d'elles.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Mobilier de bureau	10%
Equipement	20%

Les dépenses encourues pour l'amélioration des aires locatives sont amorties sur la durée du bail. Quant aux oeuvres d'art, elles sont présentées au coût et ne sont pas amorties.

Autre élément d'actif

Cet élément d'actif représente les frais de mise en oeuvre et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1986

3. PRÊTS

	1986			1985
	Prêts	Intérêts courus et échus	Total	Total
	$	$	$	$
Solde au 31 mars	18 210 994	370 808	18 581 802	14 874 158
Provision pour perte (note 8)	2 317 687	60 368	2 378 055	2 655 159
	15 893 307	310 440	16 203 747	12 218 999

4. PARTICIPATIONS AU CAPITAL-ACTIONS D'ENTREPRISES

	1986	1985
	$	$
Actions ordinaires, au coût	1 392 026	141 006
Actions privilégiées, au coût	660 000	660 000
	2 052 026	801 006
Provision pour pertes (note 8)	33 500	—
	2 018 526	801 006

5. PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

La Société a acquis au cours de l'exercice 50,9% de l'avoir de la société en commandite «Les Habitations Thibaudeau – Amyot» ainsi qu'une participation de 51% dans le capital-actions ordinaires de La compagnie du Porche Inc. qui agit comme commandite et qui détient 0,2% de l'avoir de cette société en commandite.

	1986
	$
Les Habitations Thibaudeau – Amyot	
25 450 unités – au coût	25 450
Transfert de propriétés immobilières à la valeur attribuée (note 10)	315 000
	340 450
La compagnie du Porche Inc.	
51 actions ordinaires	51
	340 501

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1986

5. PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE (suite)

Quote-part de 51% de la Société dans les données financières sommaires vérifiées de la société en commandite «Les Habitations Thibaudeau – Amyot»

Bilan au 31 mars 1986

	1986
	$
Actif à court terme	**180 186**
Unités de condominium en cours de de construction	**1 317 586**
	1 497 772
Passif à court terme	**1 311 622**
Excédent de la valeur attribuée pour des propriétés acquises de la SODICC	**160 650**
Avoir des associés	**25 500**
	1 497 772

La Compagnie du Porche Inc. est gestionnaire de la Société en commandite et ses dépenses sont remboursées par cette dernière.

6. FILIALE — À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

	1986	1985
	$	$
Les Placements R.D.P. Inc. – participation de 51% en 1985		
937 actions ordinaires	**450 000**	450 000
Transfert de propriétés immobilières à la valeur attribuée (note 10)	**607 689**	607 689
	1 057 689	1 057 689
Quote-part du déficit depuis la date d'acquisition	**16 345**	16 345
	1 041 344	1 041 344
Vente le 31 août 1985 des actions ordinaires	**1 041 344**	—
Solde au 31 mars	—	1 041 344

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1986

7. IMMOBILISATIONS

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Mobilier	72 465	32 486	39 979	45 346
Equipement	31 664	11 467	20 197	18 688
Ameliorations locatives	39 393	30 540	8 853	17 895
Oeuvres d'art	8 089	—	8 089	7 139
	151 611	74 493	77 118	89 068

8. PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS ET SUR PARTICIPATIONS AU CAPITAL-ACTIONS D'ENTREPRISES

	1986	1985
	$	$
Solde au debut	2 655 159	3 378 469
Radiations de l'exercice	364 150	690 114
	2 291 009	2 688 355
Augmentation (diminution) de la provision de l'exercice	120 546	(33 196)
Solde a la fin	2 411 555	2 655 159
La provision pour pertes se subdivise comme suit:		
Prêts	2 378 055	2 655 159
Participations au capital-actions d'entreprises	33 500	—
	2 411 555	2 655 159

9. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la Societe font partie du domaine public et sont attribuees au ministre des Finances. En vertu de la loi constitutive de la Societe, le ministre des Finances est autorise a payer a la Société, selon les conditions déterminees par le Gouvernement, sur le Fonds consolide du revenu, le solde des actions non emises. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986, 30 000 actions ont eté émises et payees en argent pour une somme de 3 000 000 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1986

10. SURPLUS D'APPORT

Le surplus d'apport est constitué de propriétés immobilières provenant de l'actionnaire de la Société, le gouvernement du Québec, d'une valeur attribuée de 922 689 $.

11. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1986	1985
	$	$
Traitements et avantages sociaux	**806 658**	783 245
Honoraires des administrateurs	**21 411**	20 456
Honoraires professionnels	**20 062**	25 831
Voyage, représentation et congrès	**37 274**	37 244
Loyer	**92 300**	92 302
Taxes et assurances	**14 280**	10 465
Entretien et réparation	**9 351**	9 240
Papeterie et frais de bureau	**48 070**	38 757
Publicité et promotion	**21 785**	32 640
Frais de communication	**20 380**	17 341
Amortissement des immobilisations	**22 714**	21 762
Amortissement de frais de mise en oeuvre	**17 605**	17 604
Autres frais	**3 167**	3 448
	1 135 057	1 110 335

12. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Le solde des engagements pour prêts et participations non encore déboursés au 31 mars 1986 s'élève à 4,9 millions $.

À cette même date, la responsabilité de la Société concernant les garanties bancaires s'élève à 1 873 000 $.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1985 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986.

STATISTIQUES

FONDS REÇUS DU MINISTRE DES FINANCES

Au 31 mars 1986

Le capital autorisé est de 20 000 000 $ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100,00 $ chacune.

Le capital versé à la Société par le ministre des Finances s'élève à 18 500 000 $ au 31 mars 1986.

Voici le détail des versements reçus par exercice financier.

Exercice 1979-80:	
1 août 1979	100 000 $
27 novembre 1979	1 400 000 $
	1 500 000 $
Exercice 1980-81:	
23 avril 1980	3 300 000 $
18 février 1981	400 000 $
	3 700 000 $
Exercice 1981-82:	
29 mai 1981	1 000 000 $
18 août 1981	1 300 000 $
24 novembre 1981	1 000 000 $
	3 300 000 $
Exercice 1982-83:	
8 mars 1983	2 500 000 $
	2 500 000 $
Exercice 1983-84:	
15 juillet 1983	500 000 $
29 juillet 1983	500 000 $
25 novembre 1983	1 000 000 $
14 mars 1984	500 000 $
	2 500 000 $
Exercice 1984-85:	
25 mai 1984	500 000 $
19 juin 1983	500 000 $
4 septembre 1984	500 000 $
15 octobre 1984	500 000 $
	2 000 000 $
Exercice 1985-86:	
28 juin 1985	**500 000 $**
15 novembre 1985	**500 000 $**
6 décembre 1985	**500 000 $**
10 février 1986	**500 000 $**
28 février 1986	**1 000 000 $**
	3 000 000 $
Total du capital-actions versé au 31 mars 1986	**18 500 000 $**

SOMMAIRE DES AUTORISATIONS

Au 31 mars 1986

	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		**1985-86**		**TOTAL**	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	**Nombre**	**$**	**Nombre**	**$**
Capital-actions			1	2	1	1	3	510 002	1	100 000	6	699 021	**2**	**1 900 000**	**14**	**3 209 026**
Prêts participants									5	550 000	7	860 000	**5**	**820 000**	**17**	**2 230 000**
Prêts	12	1 778 610	25	3 075 000	47	4 472 154	57	7 563 301	53	9 499 907	48	5 371 350	**48**	**10 122 892**	**290**	**41 883 214**
Garanties de prêts	9	455 500	4	290 000	8	635 000	4	110 000	3	145 000	7	1 935 500	**5**	**2 100 000**	**40**	**5 671 000**
▶ Total	21	2 234 110	30	3 365 002	56	5 107 155	64	8 183 303	62	10 294 907	68	8 865 871	**60**	**14 942 892**	**361**	**52 993 240**

AUTORISATIONS PAR SECTEUR

Au 31 mars 1986

Industries culturelles

	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86		GRAND TOTAL	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
Livre	8	670 000	5	997 002	9	681 000	15	3 182 617	9	634 000	6	453 000	**5**	**703 000**	**57**	**7 320 619**
Disque	3	600 000	3	270 000	5	1 555 000	5	765 000	5	875 000	4	1 120 000	**3**	**3 030 000**	**28**	**8 215 000**
Audiovisuel	2	453 610	2	400 000	6	426 750	10	916 000	11	1 266 000	11	1 813 600	**8**	**2 631 682**	**50**	**7 907 642**
Arts d'interprétation	3	238 500	11	1 255 000	20	1 729 101	22	2 199 686	24	3 007 926	28	2 834 751	**27**	**3 427 210**	**135**	**14 692 174**
Metiers d'art	4	147 000	7	283 000	16	715 304	7	342 000	2	226 981	4	249 000	—	**0**	**40**	**1 963 285**
Arts visuels	—	0	—	0	—	0	—	0	—	0	—	0	**1**	**250 000**	**1**	**250 000**
▶ Total (1)	20	2 109 110	28	3 205 002	56	5 107 155	59	7 405 303	51	6 009 907	53	6 470 351	**44**	**10 041 892**	**31**	**40 348 720**
▶ Patrimoine (2)							1	450 000	—	0	1	76 500	**1**	**2 000 000**	**3**	**2 526 500**

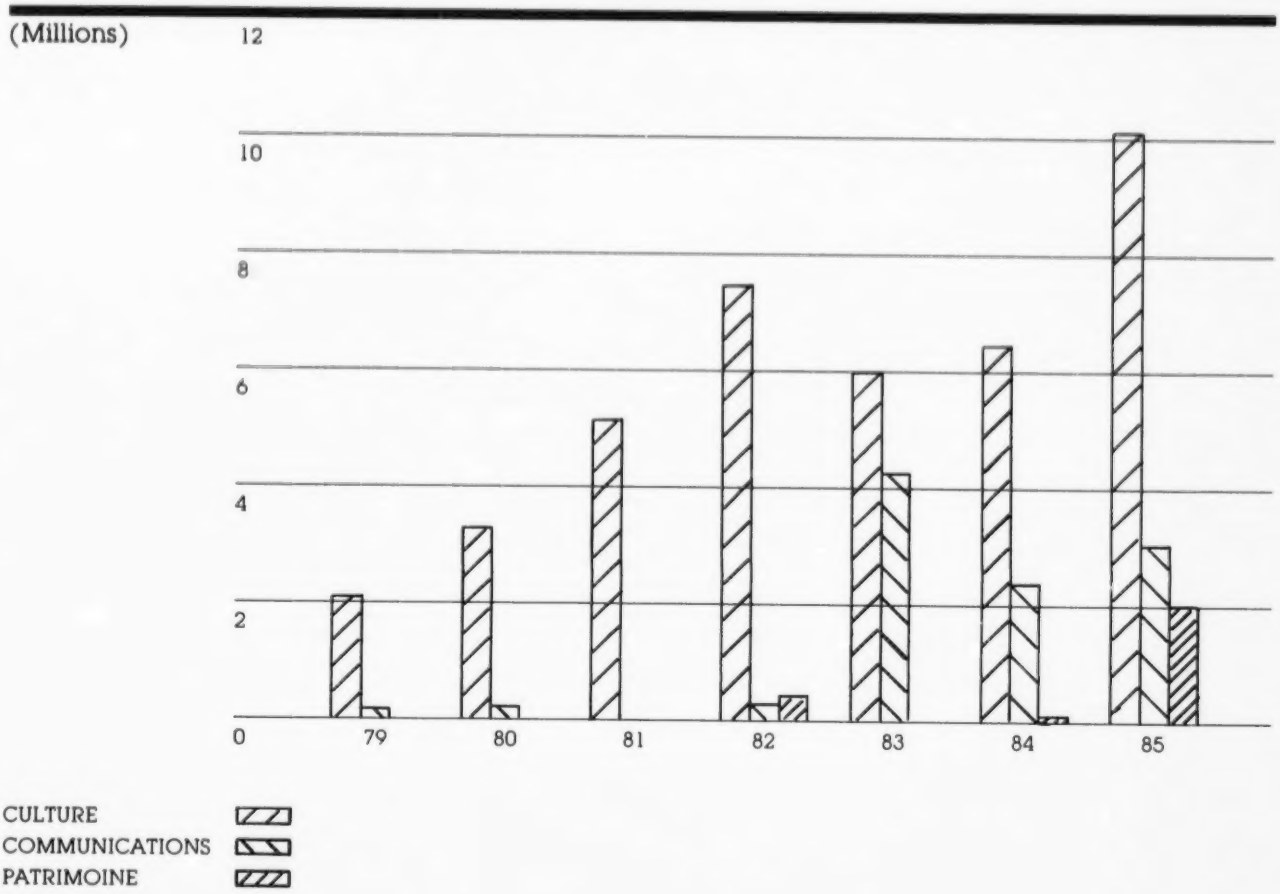
AUTORISATIONS PAR SECTEUR

Au 31 mars 1986

Industries des communications

	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86		TOTAL	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
Radio							—	0	—	0	—	0	—	**0**	—	**0**
Television							—	0	1	3 000 000	1	1 333 000	**1**	**567 000**	**3**	**4 900 000**
Cablo-distribution							—	0	—	0	2	20 020	**1**	**20 000**	**3**	**40 020**
Services informatiques							1	250 000	10	1 285 000	6	731 000	**11**	**1 889 000**	**28**	**4 155 000**
Telecommunications							—	0	—	0	—	0	**1**	**250 000**	**1**	**250 000**
Mass medias ecrits	1	125 000	2	160 000	—	0	3	78 000	—	0	5	235 000	**1**	**175 000**	**12**	**773 000**
▶ Total (3)	1	125 000	2	160 000	—	0	4	328 000	11	4 285 000	14	2 319 020	**15**	**2 901 000**	**47**	**10 118 020**
▶ **Grand total (1 + 2 + 3)**	**21**	**2 234 110**	**30**	**3 365 002**	**56**	**5 107 155**	**64**	**8 183 303**	**62**	**10 294 907**	**68**	**8 865 871**	**60**	**14 942 892**	**361**	**52 993 240**

AUTORISATIONS PAR INDUSTRIE (1979-80 à 1985-86)



RÉPARTITION DES AUTORISATIONS SELON LA POLITIQUE FINANCIÈRE

(avril 1985 à mars 1986)

Classes	Categories			Total
	A Maintien en opération	B Expansion	C Développement	
1 Capitaux de risque	1 137 000$ 7,61%	5 463 797$ 36,56%	5 903 200$ 39,51%	12 503 997$ 83,68%
2 Prêts sur inventaires	0$ 0,00%	125 000$ 0,84%	0$ 0,00%	125 000$ 0,84%
3 Prêts sur immobilisations et recevables	40 250$ 0,27%	1 147 845$ 7,68%	1 125 800$ 7,53%	2 313 895$ 15,48%
Total	1 177 250$ 7,88%	6 736 642$ 45,08%	7 029 000$ 47,04%	14 942 892$ 100,00%

Dépôt légal 2e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec

Juin 1986

Société de développement des industries de la culture et des communications

801, rue Sherbrooke Est
4e étage
MONTRÉAL (Québec)
H2L 1K7
(514) 873-7768

Bureau de Québec
(418) 643-2581